

# « Il faut un code d'éthique pour tous les mandataires »

## LES LEADERS DE PARTI

### 3/6

**Les leaders et présidents de parti font leur rentrée politique dans « Le Soir ». En prélude à la longue séquence électorale qui s'annonce : communales le 14 octobre, législatives le 26 mai. Chacun donne le ton de sa campagne. Et pose une question au président suivant.**

**Lundi 27 août : Olivier Maingain (Défi).**

► Olivier Maingain tient ses deux axes de campagne : l'éthique et le libéralisme social.

► « Nous disons aux électeurs : le 14 octobre, donnez le signal d'une volonté d'un changement profond dans la gestion publique en Wallonie et à Bruxelles. »

► Socioéconomique : « Notre pays ne performe pas, ne performe plus par rapport à la moyenne des Etats européens. »

#### ENTRETIEN ■

Les communales du 14 octobre 2018 conditionneront-elles les législatives du 26 mai 2019 ? Affirmatif. Pour Défi, ça passe tout de suite ou ça se complique pour la suite. Olivier Maingain, président, bourgmestre de Woluwe-Saint-Lambert, a les idées claires pour sa (dernière : il ne sera pas candidat aux législatives en 2019) maxicampagne...

**Octobre 2018-mai 2019, quel rapport ?**

*Un lien direct. Nous disons aux électeurs : donnez le signal le 14 octobre. Ne votez pas « par habitude », parce que vous connaissez quelqu'un. etc. Non, les communales peuvent être le signal d'une volonté d'un changement profond dans la gestion publique en*

*Wallonie et à Bruxelles.*

**Concrètement, de quel « changement profond » parle-t-on ?**

*Un : nous voulons un code communal de la participation citoyenne, je l'ai*

*déjà mis en œuvre dans ma commune. Les séances d'information de temps en temps, ça ne suffit pas. Il y a une obligation de consulter les habitants sur un certain nombre de sujets précisés noir sur blanc, une obligation de prévoir un budget « participation », bref on organise et formalise les procédures ayant trait à l'association des citoyens à la prise de décision.*

*Deux : nous voulons inscrire dans les règlements communaux, qui ont valeur contraignante, un code communal d'éthique des mandataires. Que doit-il prévoir ? D'abord des règles de prévention de conflit d'intérêts, qui renforceront ce qui est prévu déjà dans la loi communale. Ce code déterminera, à propos de l'exercice de certains mandats dans les ASBL et autres régies et organismes paracommunaux, les limitations strictes des rémunérations. Je rappelle que nous avons déjà fait inscrire un premier grand principe dans la loi régionale bruxelloise – cela n'a pas d'équivalent en Wallonie, nous plaiderons en ce sens quand nous aurons plus d'influence au sud du pays – sur les mandats dits « dérivés », ceux qu'un bourgmestre, un échevin, un président de CPAS exercent complémentaires à son activité de mandataire principal. Par exemple présider la piscine sportive s'il est échevin des sports. Tous ces mandats dérivés donc, ne peuvent jamais être rémunérés. Et pour ceux qui*

*ne sont pas bourgmestre, échevin ou président de CPAS, mais qui représentent la commune dans ces ASBL, ils ne doivent pas toucher plus que l'équivalent d'un jeton de présence attribué à un élu quand il siège au conseil communal – pour autant que la présence soit effective, bien sûr ; il n'y a donc pas de montants forfaitaires.*

**Mais de cette façon, n'étouffe-t-on pas la fonction communale ? Des mayeurs parlent, au contraire, de « revalorisation ». Qui voudra encore se lancer dans la politique locale ?**

*Mais je préfère dire que l'on rémunère correctement le mandat principal que de laisser se créer tous ces systèmes opaques où l'on va chercher dans les ASBL, les intercommunales, les régies foncières, etc., des tas d'avantages complémentaires comme les cartes de crédit, les frais de représentation, les montants forfaitaires... C'est cela qu'il faut bannir car c'est de là que naissent les scandales.*

**Cela étant, Défi, ex-FDF, a longtemps joué le jeu du système actuel...**

*Depuis que je suis bourgmestre, je n'ai jamais été rémunéré pour ma participation aux organismes tout autour.*

*C'est cela qui tue la crédibilité du politique. Pour autant, je n'ai aucun problème à étudier le fait de mieux rémunérer les bourgmestres des grandes villes, comme Liège ou Bruxelles, en comparaison des responsabilités qu'ils assument. Il n'y a pas de honte à dire que d'être le patron d'une grande ville, avec plusieurs milliers d'employés, cela devrait être mieux rémunéré, en comparaison – sans globaliser pour autant – avec le secteur privé.*

**En l'occurrence, ce sont des bourgmestres de petites communes qui se plaignent. Nous avons entendu le bourgmestre de Braives, par exemple...**

*Eh bien, je préfère que l'on augmente la rémunération principale du bourgmestre de Braives plutôt que de le voir - je ne sais pas si c'est son cas, c'est un exemple - aller chercher un poste d'administrateur délégué je ne sais où, etc. Ce ne sont jamais des montants astronomiques, mais on prend 400 euros là, 200 ailleurs, puis une carte de crédit, puis on a des frais...*

**Bref, Défi fait campagne à fond sur l'éthique.**

*Participation et éthique, oui. Il y a environ 80 intercommunales en Wallonie. Elles devraient être supprimées. Quant aux provinces, très décriées, il faut les réformer, mais faut-il y mettre fin ? C'est un pouvoir où les mandataires sont élus. Ils ne sont pas là au deuxième degré, ils sont soumis au contrôle démocratique... J'entends certains qui veulent créer des communautés urbaines, des communautés rurales ! On superpose ! Et qui va y siéger ? Des gens désignés ? Non. Utilisons intelligemment les provinces. Elles peuvent faire le job, notamment celui des intercommunales, comme des invests. Faut-il, dans le Hainaut, quatre intercommunales de développement territorial et économique ? Pourquoi la province ne pourrait-elle pas jouer ce rôle ?*

**Mais il y a beaucoup de réformes déjà dans tous ces domaines, les partis ont bougé, les Régions aussi...**

*Mais ce que je crains, c'est qu'elles ne changent pas la réalité de la gestion. Reprenez l'affaire Nethys-Publifin : Stéphane Moreau et son staff sont toujours là. Je ne dis pas que c'est simple, mais je sens venir le fait que la structure restera telle quelle. On aura mis quelques balises à gauche et à droite, mais on n'aura pas changé la conception de l'ensemble. Dans la nébuleuse Publifin-Nethys, tout est-il mission de service public ? On sait bien que non.*

**Cela étant, on y revient : vos adversaires politiques vous épinglent et vous épingleront, ils disent que Défi exalte la gouvernance alors que le parti est aux affaires depuis très longtemps...**

*... Avec quels scandales ? Aucun, jamais ! Ce n'est pas la moindre des choses ! Je ne m'honore pas d'une exception qui devrait être la règle générale, mais ça nous permet quand même de faire la différence avec les autres. Pour le reste, quand nous sommes arrivés au pouvoir à Bruxelles en 2014, à la Région, nous avons tout de suite entrepris des réformes importantes menées à bien par nos ministres, notamment en termes de simplification de structures. Le Siamu était à la dérive, nous avons remis en ordre l'institution. Pensez à Didier Gosuin et Cécile Jodogne qui ont fusionné toute une série d'organismes. Les réformes en gouvernance étaient inscrites dans la déclaration gouvernementale dès le début de la législature : nous n'avons pas attendu les scandales.*

*Mais vous savez, s'il n'y a pas un changement de mentalité, une capacité à se remettre en cause... Je ne fais pas le procès de tous les mandataires, mais certains ont quand même davantage mis en place certains systèmes que d'autres.*

**Vous pensez au PS ?**

*Par culture politique, par tradition personnelle, par facilité, un certain nombre de mandataires de ce parti ont été mis en cause, c'est un fait, mais ils n'ont jamais été seuls, ils ont toujours trouvé un partenaire pour participer aux opérations douteuses, que ce soit à Publifin ou l'intercommunale hospitalière du Hainaut. Cela n'a jamais été le fait d'un seul parti.*

**Gouvernance, thème numéro un de votre campagne. En deux ?**

*Le libéralisme social.*

**Au MR, ils s'en revendiquent toujours.**

*Les visites domiciliaires, les expulsions au Soudan, une série de mesures socio-économiques... Non, le MR n'est*

*plus libéral social. Et je ne veux pas parler des débats éthiques... Evidemment, on nous sort régulièrement la pochette-surprise Richard Miller lorsque le MR est en difficulté sur ses thèmes historiques comme la laïcité, mais plus personne n'est dupe. La vérité, c'est qu'ils mettent en œuvre des politiques gouvernementales brutales, sans concertation sociale, et on voit les dégâts, notamment sur les revenus du travail.*

**Pourtant, c'est leur argument phare : ils ont soutenu les revenus du travail.**

*C'est l'inverse. Il y a eu une dégradation du pouvoir d'achat, via le saut d'index, l'augmentation de certaines taxes indirectes et les limites du tax shift.*

**La dégradation du pouvoir d'achat c'est, par excellence, l'argument que Charles Michel ne peut pas entendre...**

*Il ne veut pas entendre que ce pays n'a pas la même croissance économique que la moyenne des Etats européens, qu'il n'a pas la même progression de l'emploi que la moyenne des Etats européens et ainsi de suite. Ce sont les données officielles, les statistiques d'Eurostat, c'est imparable. Notre pays ne performe pas, ne performe plus eu égard à la moyenne des Etats européens. C'est la vérité. Et je souligne que c'est le cas depuis ce gouvernement-ci. C'est un fait. Pourquoi ? Parce que ce gouvernement a fait essentiellement une politique de l'offre, comme l'appellent les économistes, plutôt que de soutenir aussi la demande par les salaires et le pouvoir d'achat. Ce sera notre propos de campagne en vue de 2019. Il faudra notamment, pour cela, une grande réforme fiscale où l'on met fin aux niches fiscales - je pense par exemple au système des voitures de société. Il faudra également revoir les barèmes fiscaux ainsi que les tranches dans la progressivité de l'impôt afin de mieux préserver la croissance des revenus. Comme nous l'avons indiqué déjà, il faut viser une équité fiscale entre les revenus issus du travail et ceux issus du capital ou de la rente. ■*

Propos recueillis par  
**MAXIME BIERME**  
**DAVID COPPI**

## la N-VA « Incontournable ? Tout dépendra du CD&V »

**Willy Borsus, Richard Miller et les ténors du MR le disent clairement : si les chiffres le permettent au soir du 26 mai 2019, ils referont la même majorité, c'est leur premier choix... C'est un aveu de faiblesse. Le MR s'en remet à la N-VA. Son avenir dépend du résultat de la N-VA. C'est du mépris pour les francophones. Ils sont prêts à poursuivre une logique où ils sont ultra-minoritaires, pénalisant ainsi pour longtemps tous les francophones**

*et réduisant partout leur influence dans la fonction publique, les fonctions régaliennes... Ajoutez le démantèlement de la politique scientifique fédérale, des institutions culturelles... Jamais les francophones n'ont été aussi faibles au sein de l'Etat fédéral. Et ils veulent continuer ! Quel mépris pour les gens !*

*La N-VA a compris ce que le CVP avait théorisé à l'époque : comment avoir*

*deux Etats au service de la Flandre, à savoir la Flandre elle-même et l'Etat belge ! Nous en sommes là.*

**A Bruxelles, les francophones pourront voter pour la N-VA et entraîner un blocage des institutions...**

*Si la N-VA fait campagne en disant qu'elle va venir imposer ses choix à Bruxelles, nous lui répondrons qu'elle est contournable et sera mise à l'écart. Leur programme, c'est la négation de*

*Bruxelles à part entière. Si par malheur ce parti devait s'imposer dans le groupe linguistique néerlandais, il faudra encore qu'il trouve des partenaires. Il existe aussi toute une série de mécanismes qui permettront de continuer à avancer en le contournant.*

**Le contournement en cas de victoire, n'est-ce pas leur donner l'occasion de dire qu'on ignore le vote des Flamands de Bruxelles ?**

*D'une extrême minorité des Flamands. Est-ce qu'une extrême minori-*

*té peut tenir en échec une extrême majorité de Bruxellois ?*

**Au fédéral, la N-VA devrait être moins facilement contournable...**

*Tout va dépendre du CD&V. Un certain nombre de ses dirigeants a pensé qu'il fallait aller au pouvoir avec la N-VA pour l'affaiblir. C'est un mauvais calcul. La vraie question est de savoir si le CD&V va continuer à se laisser dominer par la N-VA.*

**Vous soutenez que le MR laisse la N-VA détricoter la Belgique...**

*Oui. Leur volonté de gouverner sans les socialistes les a poussés à se vendre. Je ne dis pas que les socialistes doivent être incontournables mais ce qui me choque, c'est qu'au niveau communal et provincial, le MR n'hésite pas à refaire des majorités avec le PS partout où ça a failli... C'est leur plus grande tromperie. Ils affaiblissent les francophones au niveau fédéral et, dans le même temps, ils n'hésitent pas à maintenir l'axe avec les socialistes quand ça les arrange.* ■

Propos recueillis par  
M.BM ET D.CI

## ANALYSE

### Deux paris

Olivier Maingain se profile en leader du renouveau au moment où il s'apprête à quitter la présidence du parti (en 2019), à lâcher la scène fédérale (il ne sera pas candidat aux législatives l'an prochain) et alors qu'il est à la tête d'un parti, Défi, héritier (en 2015) d'un FDF aux affaires depuis des dizaines d'années et qui représentait un pilier de la famille libérale francophone... C'est peut-être paradoxal, mais ce n'est pas contradictoire. Faire du neuf avec du vieux, c'est parfois ce qu'il y a de mieux en politique où la continuité est un capital, à charge de s'inscrire dans son époque. Rien de pire que le

dégagisme gratuit, très mode, qui n'a rien à voir avec la démocratie, seulement avec l'opinioncratie, et moins encore avec le changement, purement de façade. Donc ? Donc Défi est légitime pour faire campagne sur le renouveau, éthique en l'occurrence. De là à estimer que le parti amarante a raison sur le fond... C'est une autre histoire. On peut s'interroger sur la dose de démagogie dans cette campagne éthiquissime alors que les réformes

à cet égard sont en cours objectivement, dans les Régions comme au sein des partis. Qu'à cela ne tienne, Olivier Maingain, qui a de la vista (pour preuve, son changement FDF-Défi en novembre 2015), mise tout sur la gouvernance. Les gens comprendront, croit-il. On verra. C'est son premier pari, d'oc-

tobre 2018.

Quant à mai 2019, là aussi il a les idées claires. Olivier Maingain est convaincu que les électeurs francophones ne pardonneront pas au MR d'avoir pactisé avec la N-VA. Il analyse : « Ils n'ont pas perçu la dimension affective que les francophones ressentent dans cette espèce d'alliance du mépris à leur égard, l'alliance du MR et de la N-VA. Je suis impressionné de voir que viennent vers nous de nombreux libéraux. Ils se manifesteront après les communales. Le MR n'a pas perçu une rupture avec les milieux des avocats, magistrats, des professions libérales qui lui étaient traditionnellement acquises. » Et que l'amarante est convaincue de pouvoir attirer à elle. Les bleus sont prévenus, ils ne vont pas se laisser faire.

M.BM, ET D.CI

### La réponse de Maingain à Khattabi

**« Bonjour Olivier : J'applaudis la conversion à nos thèses en matière de gouvernance. Comptez-vous aussi passer dans le XXI<sup>e</sup> siècle et embrasser notre projet d'une identité bruxelloise unique à la place de la construction bicommunautaire actuelle qui l'asphyxie et la paralyse ? »**

*« Nous n'avons pas attendu Ecolo pour avoir un principe de bonne gouvernance, je m'honore d'être à la tête d'un parti qui n'a pas connu de scandales.*

*Quant à l'avenir de Bruxelles, je voudrais dire à Zokia : qu'Ecolo n'avait-il réfléchi avant de voter la sixième réforme de l'Etat ! Laquelle a accentué le caractère bicommunautaire de Bruxelles, puisqu'une bonne partie du secteur social a été transférée au bicommunautaire à Bruxelles, et pas à la Région.*

*Voilà donc un domaine où la N-VA pourra avoir une influence : les politiques de santé, d'aide aux personnes, les allocations familiales... Que n'ont-ils réfléchi à ce problème avant de voter la sixième réforme de l'Etat ! Bon, je rappelle en plus que mon parti est à l'origine de la création de la Région bruxelloise. On s'est battu à une époque où personne n'y croyait. Alors, Ecolo qui nous fait la leçon, ça ! »*

### La question d'Olivier Maingain à Olivier Chastel

**« Avec le parti socialiste vous formez la majorité à la ville de Charleroi et à la province du Hainaut. Etes-vous prêt à changer de majorité à ces deux niveaux de pouvoir ? »**